



Trop nombreux sur terre ?

Entre démographie et idéologie¹

Par Anne Deprez²

1. Malthus et ses successeurs

INTRODUCTION

Parmi tous les facteurs démographiques, les médias occidentaux mettent le plus régulièrement en exergue le vieillissement de la population, l'importance de l'immigration (Sud-Nord et Est-Ouest) et la rapide croissance démographique. C'est plus particulièrement des discours relatifs à ce dernier élément dont il est question dans cet article. La croissance de la population mondiale est bien souvent évoquée sur un ton extrêmement pessimiste. Certains recourent aux arguments néomalthusiens selon lesquels nous serions « trop nombreux sur terre », aggravant ainsi la détérioration écologique et mettant en péril la survie même de l'espèce humaine. Parfois, des solutions politiques précises sont avancées : limitation obligatoire de la fécondité et fixation d'un seuil « idéal » du nombre d'enfants par femme. Ce type de politique n'est pas toujours développé dans le respect des droits des femmes à disposer de leur corps comme en témoignent, par exemple en novembre 2014, les stérilisations massives, contre rémunération, entreprises en Inde qui ont occasionné le décès d'une dizaine de femmes le plus souvent illettrées, pauvres et vivant à la campagne.

Les politiques démographiques en faveur de la limitation des naissances semblent presque aller de soi. Cependant, il nous semble pertinent de questionner les évidences, les liens trop rapidement établis non seulement entre les facteurs démographiques (la relation entre fécondité et croissance de la population), mais aussi entre la démographie et le « développement ». Le questionnement à l'origine de cet article est le suivant : le recours aux arguments démographiques est-il toujours aussi rationnel qu'il paraît à première vue ? Les liens affirmés catégoriquement entre démographie et économie, puis plus près de nous dans le temps, entre population, développement et environnement permettent-ils de déboucher sur des positions aussi catégoriques que la nécessité de réduire drastiquement la fécondité partout dans le monde ? Cette réduction de la fécondité obéit-elle aussi facilement aux injonctions humaines et politiques ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, trois articles complémentaires vous seront soumis. **Le premier**, présenté ci-dessous, consiste en un voyage dans le temps au cours duquel nous évoquerons de manière non exhaustive quelques discours démographiques, depuis l'ouvrage rédigé par Malthus en 1798, *An Essay on the Principle of Population*, jusqu'au discours contemporain sur l'empreinte écologique. La composante idéologique et militante de certains propos et argumentaires est parfois très explicite (telle celle des Ligues néomalthusiennes). D'autres adoptent au contraire un ton plus scientifique, tout en appelant à l'action rapide en faveur de la limitation des naissances, supposant ainsi un lien direct et immédiat entre démographie, développement et environnement.

La deuxième analyse proposera un focus sur les Ligues néomalthusiennes en raison de leur position idéologique et historique particulière. Les Ligues revendiquent l'émancipation de la classe ouvrière contrairement à la théorie de Malthus. Ce focus sera aussi l'occasion d'illustrer la richesse des archives issues des Ligues, consultables à l'IHOES.

Après ce voyage dans le temps, **une troisième analyse** sera prochainement publiée. Elle consistera en un voyage dans l'espace géographique pour mieux saisir ou cadrer les questionnements, les craintes et les enjeux actuels en matière de population. Le sujet ne sera bien sûr pas épuisé. Les liens entre, d'une part, les tendances démographiques, et d'autre part, l'économie et l'écologie seront abordés essentiellement à partir de la discipline démographique.

¹ Nous tenons à remercier chaleureusement le démographe Michel Loriaux, professeur émérite de l'UCL, pour son éclairage sur la relation entre démographie et développement. Peu cités dans cette partie historique, ses articles seront surtout utilisés dans la troisième analyse au cours de laquelle nous comparerons dans l'espace les préoccupations et les questionnements actuels des démographes.

² Historienne et démographe, Anne Deprez est également chargée de recherche.

RAPPEL HISTORIQUE :**Malthus, les néomalthusiens et leurs détracteurs**

Dans le cadre de cette première analyse, nous voyagerons dans le temps, du XVIII^e siècle (le siècle qui a vu naître Malthus) jusqu'à nos jours (ou presque). Quelques théories, parmi les plus connues, établissant un lien entre population et développement, puis entre population, développement, environnement seront passées en revue. Nous évoquerons les objectifs poursuivis par leurs défenseurs, le contexte dans lequel elles ont été énoncées et les moyens proposés pour atteindre ces objectifs.

Malthus et le principe de population

La formation des États-nations aux XVII^e et XVIII^e siècles s'accompagne du développement de la notion de population nationale et d'un recours plus riche et systématique à la statistique par le pouvoir politique et l'administration. Des auteurs, penseurs politiques, mathématiciens ou philosophes développent différents modèles ou principes que l'on pourrait qualifier aujourd'hui de « démographiques », telles les premières tables de mortalité du mathématicien français Pierre Deparcieux ou le pouvoir de multiplication de l'espèce humaine énoncé par l'Écossais, Robert Wallace.

En dépit de ces apports antérieurs, l'un des premiers penseurs modernes qui a marqué profondément l'histoire des théories « démo-écologique »³ est Malthus.



Thomas R. Malthus (1766-1834), peinture de John Linnell, 1834. — CC BY 4.0, Wellcome Library, London.

Thomas Robert Malthus est né en 1766 dans une famille riche du Sud de l'Angleterre. Il devient pasteur anglican, mais enseigne aussi l'histoire et l'économie politique. L'Angleterre est alors la grande puissance économique de l'époque. L'économie internationale s'organise à partir de ce pays qui bénéficie de l'avantage colonial, technologique, industriel et commercial. Pour rappel, la révolution industrielle y a démarré dans la seconde moitié du XVIII^e siècle après une première révolution agricole qui a permis d'augmenter les rendements de la terre et a donc contribué à améliorer l'alimentation de la population. Ces changements entraînent une baisse de la mortalité qui permet, à son tour, l'accroissement de la population. Les villes où sont implantées les industries observent alors une croissance démographique très importante. Dès 1795, ce qu'on appelle communément « la loi sur les pauvres » organise au sein des paroisses une aide matérielle et financière destinée aux plus démunis. Indexée sur le prix du pain et selon le nombre d'enfants dans la famille, cette aide est attribuée lorsque le salaire de l'ouvrier ne parvient pas à assurer la subsistance.

An Essay on the Principle of Population est édité en 1798. Si la première édition ressemble à un pamphlet, les cinq éditions ultérieures parues de 1803 à 1826 s'apparentent davantage à des traités scientifiques dans lesquels Malthus exploite les sources d'informations disponibles à son époque : le premier recensement effectué en Angleterre, les récits des voyageurs dans les colonies... Il n'hésite pas à effectuer plusieurs voyages pour collecter lui-même des informations.

Le sous-titre de l'édition de 1798 (*An Essay of the Principle of Population, as it Affects the Future Improvement of Society. With Remarks on the Speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet, and other Writers*)⁴ indique qu'il prend le contre point des idées des philosophes des Lumières et notamment de Nicolas de Condorcet (1743-1794) et de William Goldwin (1756-1836). Il récuse l'idée de progrès de l'humanité défendue par Condorcet et celle avancée par Goldwin selon laquelle l'égalité entre les hommes doit régir les institutions humaines. Malthus est un farouche défenseur non seulement de l'institution du mariage, mais aussi de la propriété privée : « *il est impossible que tous partagent également les bienfaits de la nature. Si l'on n'avait pas établi des lois sur la propriété, chacun serait obligé de garder par la force son petit lopin. L'égoïsme dominerait et les sujets de dispute se renouvelleraient sans cesse. Les individus vivraient dans une constante anxiété, et l'on en trouverait pas un seul pour ouvrir librement son esprit au domaine de la pensée* ».⁵

³ L'expression « démo-écologique » est du démographe français contemporain Jacques Véron.

⁴ Édité à Londres en 1798.

⁵ Thomas Robert Malthus, *An essay on the principle of population*, London, J. Johnson, 1803, p. 63. Voir aussi l'édition de 1798 traduite en français et préfacée par le Dr Pierre Theil, Thomas Robert Malthus, *Essai sur le principe de population*, coll. « Les classiques des sciences sociales », Université de Chicoutimi.

Quel est le *Principe de population* énoncé par Malthus ? Il affirme qu'en l'absence de « freins » (expliqués au paragraphe suivant), toute population s'accroît de manière géométrique (la progression est de type 2, 4, 8, 16, 32, 64...) alors que les subsistances, la production agricole, ne s'accroissent que de manière arithmétique (la progression est de type 1, 2, 3, 4, 5...). Selon Malthus, qui ne tient compte ni du progrès technique ni de la révolution agricole, la production agricole sera rapidement limitée par la quantité de terres cultivables et, qualitativement, par l'épuisement des sols. Selon cette théorie, la croissance démographique, en diminuant les ressources alimentaires disponibles, généralise la pauvreté et la misère.

Malthus distingue deux freins à la fécondité, l'un « préventif » et l'autre « actif ». Le frein préventif, décidé volontairement par l'homme, est le retard de l'âge du mariage et l'abstinence sexuelle afin de réduire au maximum la descendance. « *La chasteté [...] représente le seul moyen vertueux d'éviter les vices et le malheur que le principe de population traîne si souvent à sa suite* »⁶. Pour Malthus, ce frein préventif doit s'adresser avant tout aux pauvres qu'il rend responsables de leur précarité en raison même de leur incapacité à se marier tardivement pour réduire leur descendance. Le frein « actif » fait référence à la mortalité qui augmente lorsque la population n'est plus en mesure de manger à sa faim et de prendre soin de ses enfants, lorsqu'elle est victime des guerres et des épidémies. Celui-ci joue aussi principalement (mais pas uniquement) sur les classes pauvres de la société, selon Malthus.

Dans son *Essay*, il préconise aussi l'arrêt de l'assistance aux pauvres. Selon lui, les lois sur les pauvres (telle celle votée en Angleterre en 1795⁷) ne font qu'accroître la misère car elles permettent aux pauvres de se marier, d'avoir plus d'enfants et d'en maintenir quelques-uns en vie. Malthus justifie l'ordre libéral et l'inégalité entre les hommes. Cette position radicale de Malthus qui refuse toute idée de justice sociale provoquera plus tard, dans le XIX^e siècle, la réaction tout aussi virulente à son encontre de Marx et Engels⁸.

Nonobstant ses options politiques et philosophiques, Malthus peut être considéré comme un innovateur dans la mesure où il propose un cadre explicatif général dans lequel le facteur démographique est la cause principale du bon ou du mauvais développement économique. Il se préoccupe de la « population du monde » et pas seulement de la population d'une nation. Malthus est également précurseur de théories élaborées au XX^e siècle lorsqu'il se préoccupe du « destin futur de l'humanité ».

Après Malthus, l'économiste et philosophe John Stuart Mill (1806-1873) préconise « l'état stationnaire » économique et démographique. S'il partage avec Malthus l'idée selon laquelle la population augmente beaucoup plus vite que la production agricole, Stuart Mill, contrairement à ce dernier, ne s'oppose pas à la notion de progrès. Le progrès technique doit contribuer au progrès social, culturel. Ainsi la mécanisation doit libérer du temps de travail pour améliorer le sort des hommes et non pour leur permettre d'être plus nombreux⁹. Stuart Mill défend l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ainsi que l'instruction obligatoire pour réduire la natalité¹⁰.

Les néomalthusiens ou post-malthusiens, et quelques-uns de leurs détracteurs

- **Les anarchistes et les ligues néomalthusiennes**

Parmi les successeurs de Malthus, il y en a dont on parle peu dans les ouvrages de référence, mais qui ont exercé leur action sur notre territoire wallon (comme en témoignent une série de brochures conservées à l'IHOES). Il s'agit des anarchistes révolutionnaires de la fin du XIX^e siècle qui revisitent la théorie de Malthus en lui donnant une dimension libertaire et émancipatrice. Probablement peu nombreux (nous ne disposons pas d'informations sur leurs effectifs), ils exercent une militance active et diffusent des idées, très modernes pour l'époque, en faveur de l'émancipation des femmes de la classe ouvrière et du recours aux moyens contraceptifs (pour un focus sur Les Ligues néo-malthusiennes, le lecteur pourra prochainement consulter notre deuxième article *Des militants en faveur de la contraception et de l'émancipation de la classe ouvrière : les anarchistes et les ligues néomalthusiennes*).

⁶ T. R. Malthus, *Op. cit.*, 1803, p. 99.

⁷ Des *Poor Laws* ont été édictées en Angleterre entre le XVI^e et le début du XIX^e siècle. Celle de 1795, Loi de Speenhamland (appliquée jusqu'en 1834) prévoyait un complément salarial indexé sur le prix du pain. Voir Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, 1999, p. 347.

⁸ Alors que Malthus part de la démographie pour expliquer l'évolution économique, Marx et Engels adoptent la démarche inverse. Selon eux, la démographie ne peut se comprendre qu'à travers la théorie économique et plus particulièrement la « théorie de la plus-value ». Plutôt que de surpopulation absolue, ils parlent de « surpopulation relative » consécutive à la dégradation des conditions de travail. Pour plus de précision, consulter : Yves Charbit, « Capitalisme et population : Marx et Engels contre Malthus », *Revue d'Histoire des Sciences humaines*, 2005, vol. 2, n° 13, p. 183-208.

⁹ John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, Paris, Éd. Guillaumin, 1873 (épuisé).

¹⁰ Consulter : Monique Abellard, « Principes d'économie politique John Stuart Mill », *Alternative économique Poche*, 2005, n° 21.

(http://www.alternatives-economiques.fr/principes-d-economie-politique-john-stuart-mill_fr_art_222_25295.html.)

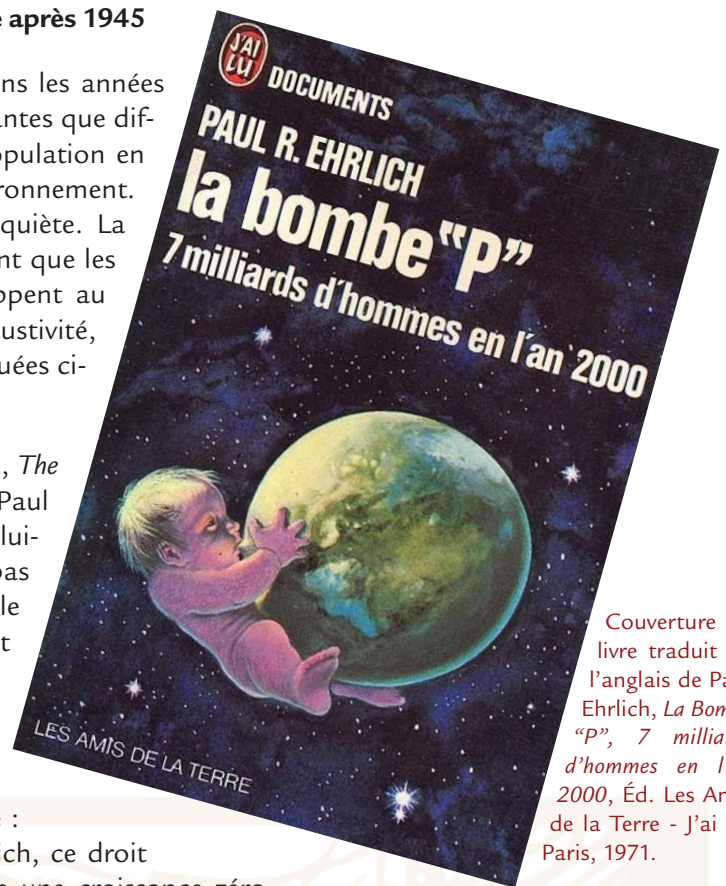
• Les théories dénonçant la croissance démographique après 1945

Même si des écrits significatifs sont déjà publiés dans les années 1950, c'est surtout au cours des deux décennies suivantes que différentes théories vont pointer la croissance de la population en tant que cause première de la détérioration de l'environnement. La croissance de la population du Tiers-Monde inquiète. La faim est l'une des grandes préoccupations tout autant que les mouvements de libération nationale qui se développent au cours de cette période. Sans prétendre à l'exhaustivité, quelques théories, parmi les plus connues, sont évoquées ci-dessous.

L'un des écrits les plus célèbres dans les années 1960, *The Population Bomb* est rédigé par le biologiste américain Paul Ehrlich. Pour expliquer la crise de l'environnement, celui-ci fait trois constats très simples : « trop de gens », « pas assez de nourriture », « une planète qui meurt » sous le poids des pesticides, de la pollution atmosphérique et des modes de vie, le pire étant l'*American Way of Life*^{11, 12}. Le facteur démographique est désigné par ces auteurs comme étant la cause première et directe de cette situation. La faim est provoquée par la surpopulation. La solution proposée est également simple : limiter le droit de se reproduire puisque, selon Ehrlich, ce droit limite tous les autres droits fondamentaux. Il prône une croissance zéro, voire négative de la population mondiale.

Un autre biologiste américain, Garrett Hardin, condamne la propriété publique de l'espace ou de biens communs dans un article publié en 1968. Selon cette thèse, chacun tente d'exploiter au maximum les ressources communes. Un éleveur, par exemple, poursuivra son intérêt personnel à augmenter le plus possible le nombre de têtes de bétail dans une prairie communautaire, ce qui entraînera la dégradation du champ commun et la mort du bétail. Face à cette *Tragedy of the Commons*, Hardin réclame la généralisation de la propriété privée et propose de limiter la fécondité de manière autoritaire.

Groupe de réflexion créé en 1968, le Club de Rome réunit des industriels (notamment Aurelio Peccei, administrateur de la société Fiat, qui sera le premier président du Club¹³), des hauts fonctionnaires et des scientifiques. Il sensibilise la communauté internationale contre les risques d'épuisement des ressources naturelles en recourant à un modèle basé sur des projections jusque 2100 dans les domaines économique (production alimentaire, industrielle, des services), démographique (croissance de la population) et écologique (pollution, destruction des ressources naturelles non-renouvelables). Dans ce modèle, non seulement la population suit une croissance exponentielle comme dans la théorie de Malthus, mais aussi la production alimentaire, la pollution... L'épuisement des ressources naturelles et la pollution affecteront la production alimentaire et entraîneront le déclin économique. S'en suivront la recrudescence de la mortalité et *in fine* la décroissance de la population mondiale. Ces thèses sont développées dans le rapport *Halte à la croissance*¹⁴ (médiatisé sous l'intitulé *Rapport Meadows*), dans lequel le Club de Rome prône la croissance zéro tout autant en économie qu'en démographie afin d'éviter le pire pour l'humanité.



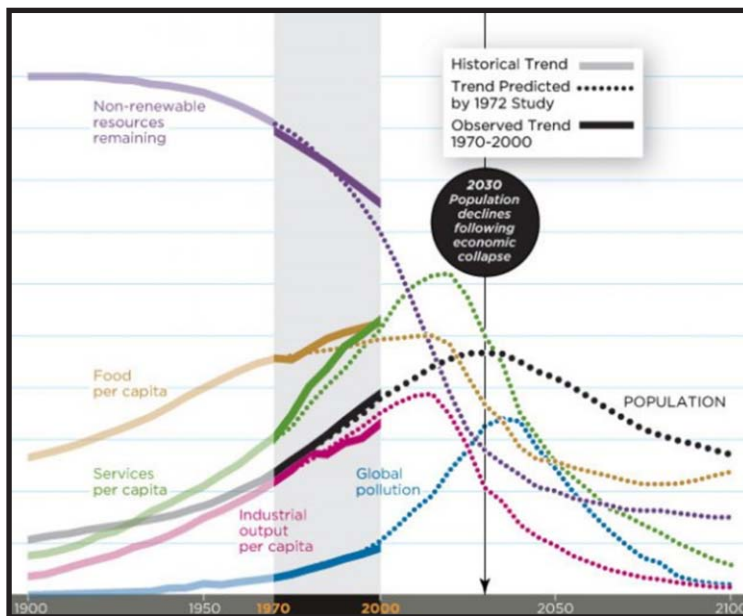
Couverture du livre traduit de l'anglais de Paul Ehrlich, *La Bombe "P", 7 milliards d'hommes en l'an 2000*, Éd. Les Amis de la Terre - J'ai lu, Paris, 1971.

¹¹ L'*American way of life* renvoie au modèle nord-américain de consommation de masse, exporté vers l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À ce sujet, consulter : Emily S. Rosenberg, « Le modèle américain de la consommation de masse », *Cahiers d'Histoire, Revue d'histoire critique*, 2009, n° 108, p. 111-142 (<http://chrhc.revues.org/1809?lang=en>).

¹² Jacques Véron, *Démographie et écologie*, Paris, Éd. La Découverte, 2013, p. 16-17.

¹³ Une biographie d'A. Peccei (1908-1984) est accessible sur le site internet de l'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement, association française dont le siège social est établi à l'Université Paris-Sud (<http://ahpne.espaces-naturels.fr/spip.php?article268>).

¹⁴ Donella H. Meadows et Alii, *The limits to growth*, London, Potomac, 1972 (rapport commandité par le Club de Rome et traduit en français sous le titre *Halte à la croissance*).



Graphique publié à l'occasion du 40^e anniversaire de la publication du *Rapport « Halte à la Croissance »* du Club de Rome. © Tous droits réservés.

Selon le démographe J. Véron, l'effet de la variable « population » sur l'environnement n'aurait pas suscité de consensus parmi les représentants du Club de Rome. La conclusion du Rapport Meadows mettant en accusation la pression démographique est la même que dans les autres argumentations néomalthusiennes, mais une particularité doit être relevée. Les auteurs du modèle soulignent d'une part, le trop grand nombre de variables qui rend les liens entre économie, démographie et écologie très difficiles à interpréter et d'autre part, l'existence de relations souvent non linéaires (non directes) entre les systèmes démographiques et écologiques.

Un autre modèle statistique, s'inspirant de celui du Club de Rome, est celui de l'empreinte écologique, développé dans les années 1990 par William Rees et Mathis Wackernagel. Ce modèle met en relation l'environnement, la population, la richesse et la technologie. Il mesure la pression exercée par la population sur l'environnement. Il met en évidence le caractère non durable des modes de vie actuels en affirmant que trois planètes seraient nécessaires pour continuer à assurer les besoins de consommation modernes des êtres humains.

Bien que peu nombreux, d'autres modèles statistiques existent encore. On peut néanmoins adresser une question transversale relative à tous ces modèles. Le concept même d'environnement reste flou. S'agit-il de l'environnement humain, physique, de l'environnement mondial ou local ? La difficulté de définir précisément ce que recouvre l'environnement, d'en déterminer les échelles dans le temps et dans l'espace, explique le nombre relativement restreint d'études quantitatives sur le lien existant entre population et environnement¹⁵.

• Le lien indirect population - environnement

Dans les années 1970, un démographe américain, Ansley J. Coale s'oppose radicalement à Ehrlich en affirmant que ce n'est pas la population, mais l'économie américaine qui constitue la cause essentielle de la dégradation de l'environnement. Le lien avec la croissance démographique n'est qu'indirect. Il pointe du doigt la non prise en compte des conséquences sur l'environnement des activités économiques (la dégradation de l'air, de l'eau, la charge des déchets) dans les calculs économiques.

Les altermondialistes, notamment David Korten¹⁶, défendent l'idée qu'il n'y a pas d'effet démographique jouant de manière mécanique et unique sur l'environnement en raison des fortes inégalités sévissant à l'échelle planétaire. La consommation varie entre la surconsommation des plus riches (prendre l'avion et l'auto), la consommation « durable » (vivre sobrement, manger des légumes, utiliser les transports en commun) et celle des « marginaux » en état de dénuement total.

¹⁵ Propos synthétisés par nous à partir du livre de Jacques Véron, *Op. cit.*,

¹⁶ Auteur du livre *When Corporations Rule the World* (Kumarian Press Inc. / Berrett-Koehler, 1995), traduit en français, sous le titre *Quand les multinationales gouvernent le monde* (publié en 2006 aux éditions Yves Michel).

Ce voyage dans le temps mériterait d'être précisé et prolongé. Néanmoins, le but recherché n'était pas d'établir un historique exhaustif de la production théorique relative aux liens établis entre population, développement et environnement, mais bien de mettre en évidence le fait qu'il y a plusieurs manières d'aborder ces liens, et qu'il y a le plus souvent, en amont et en aval de ce type de théorie, une « idée » normative sur la société des hommes. La dimension sociale est plus ou moins présente selon les cas et la question de la répartition des richesses entre les êtres humains et les zones géographiques plus ou moins éludée selon les théories.

En guise de **conclusion**, nous partagerons cette position de Jacques Véron pour qui, il ne faut pas plus « mettre la "population" au banc des accusés que [...] nier tout effet des changements démographiques sur les transformations environnementales. Ce qui importe, c'est de bien prendre conscience que les effets de la population sur l'environnement, dans un sens ou dans l'autre, sont rarement mécaniques. Ce qui importe, c'est d'essayer de bien comprendre le fonctionnement d'un système complexe composé de plusieurs sous-systèmes démographique, économique, écologique, politique »¹⁷. Au cours d'une prochaine analyse, différents discours démographiques contemporains, occidentaux, africains, chinois... seront abordés afin de cerner leurs similitudes et leurs différences.

Pour citer cet article

Anne Deprez, « Trop nombreux sur terre ? Entre démographie et idéologie », Analyse de l'IHOES, n° 152, 29 décembre 2015, [En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES_Analyse152.pdf.

¹⁷ Jacques véron, *Op. cit.*, p. 8.